

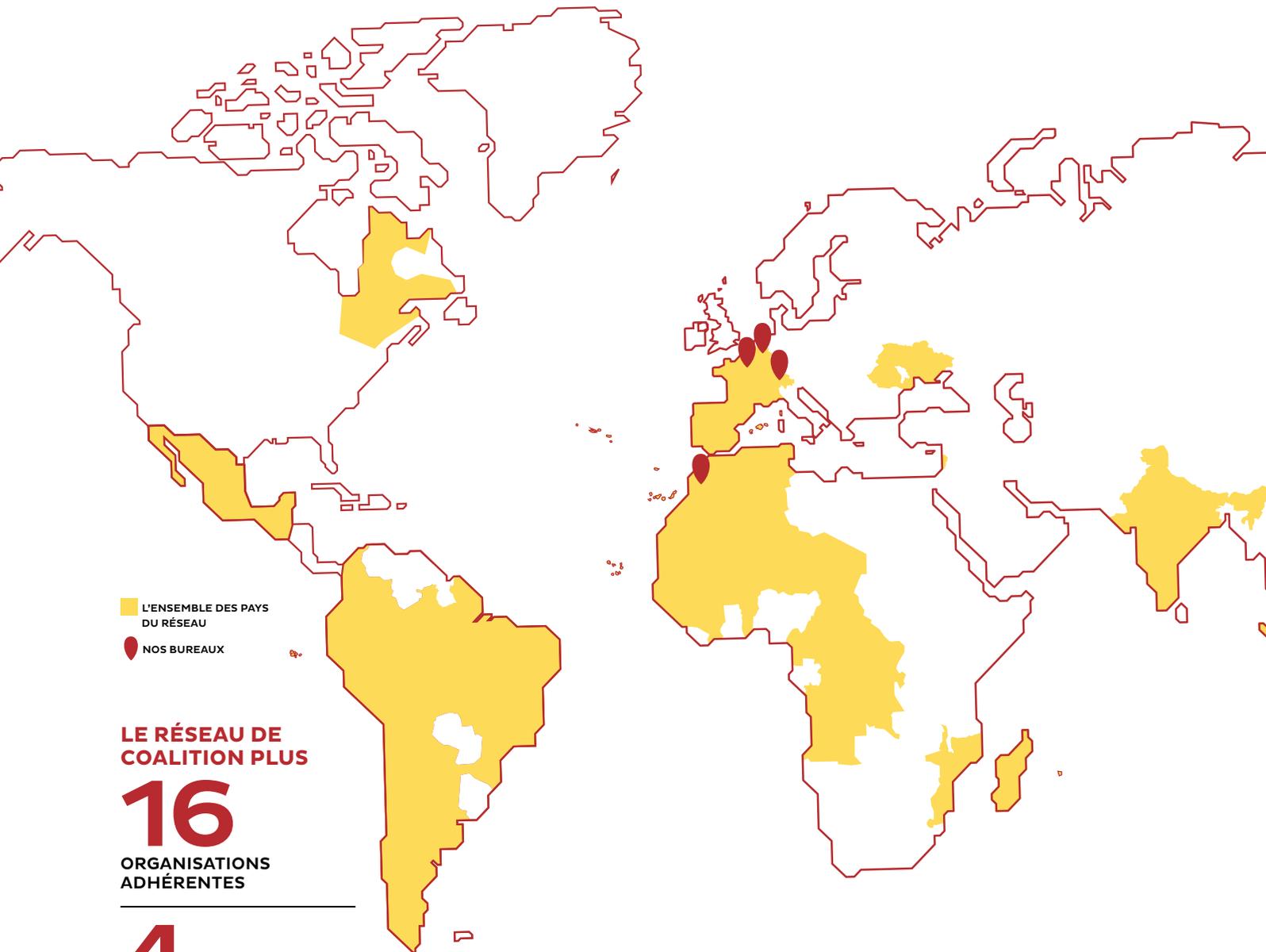
**RAPPORT
D'ACTIVITÉ
ANNUEL**

2010



www.coalitionplus.org

COALITION PLUS DANS LE MONDE



 L'ENSEMBLE DES PAYS
DU RÉSEAU

 NOS BUREAUX

LE RÉSEAU DE
COALITION PLUS

16

ORGANISATIONS
ADHÉRENTES

4

CONTINENTS ET

52

PAYS

PLUS DE

100

ASSOCIATIONS
PARTENAIRES

BUREAUX

Bruxelles (Belgique)
Dakar (Sénégal)
Genève (Suisse)
Pantin (France)

ADHÉRENTS

100% LIFE, Ukraine
AIDES, France
ALCS, Maroc
ANCS, Sénégal
ANSS, Burundi
ARAS, Roumanie
ARCAD Santé PLUS, Mali
COCQ-SIDA,
 Canada (Québec)
Fundación Huésped,
 Argentine
GAT, Portugal
Groupe santé Genève,
 Suisse
IDH, Bolivie
Kimirina, Équateur
Malaysian AIDS Council,
 Malaisie
PILS, Maurice
REVS PLUS, Burkina Faso

NOS VALEURS**SOLIDARITÉ****RESPECT
DE LA DIVERSITÉ****ET NON-JUGEMENT****INNOVATION****LES RÉSEAUX
PORTÉS PAR
COALITION PLUS**

**PLATEFORME
DE RENFORCEMENT DE
CAPACITÉS AFRIQUE
CENTRALE ET DE L'EST**
 Burundi, Cameroun,
 Congo-Brazzaville,
 République centrafricaine,
 République démocratique
 du Congo, Rwanda, Tchad

**PLATEFORME
DE RENFORCEMENT
DE CAPACITÉS AFRIQUE
DE L'OUEST**

Bénin, Burkina Faso, Côte
 d'Ivoire, Guinée-Conakry,
 Mali, Niger, Sénégal, Togo

**PLATEFORME
DE RENFORCEMENT
DE CAPACITÉS
AMÉRIQUES-CARAÏBES**
 Argentine, Bolivie, Canada
 (Québec), Colombie,
 Équateur, département
 français d'Amérique
 (Guyane française,
 Martinique, Guadeloupe,
 Saint-Martin), Guatemala

PLATEFORME EUROPE
 Belgique, France, Portugal,
 Roumanie, Suisse (Genève),
 Ukraine

**PLATEFORME
DE RENFORCEMENT
DE CAPACITÉS MENA**
 Algérie, Liban, Maroc,
 Mauritanie, Tunisie

**PLATEFORME
DE RENFORCEMENT
DE CAPACITÉS
OCÉAN INDIEN**

Comores, France (Mayotte,
 La Réunion), Madagascar,
 République de Maurice
 (dont l'île Rodrigues),
 Seychelles

**ALLIANCE GLOBALE
DES COMMUNAUTÉS
POUR LA SANTÉ ET LES
DROITS (AGCS PLUS)**

Algérie, Bénin,
 Burkina Faso, Burundi,
 Cameroun, Côte d'Ivoire,
 Guinée-Conakry, Mali,
 Maroc, Sénégal,
 Togo, Tunisie

**PLAIDOYER POUR L'ACCÈS
AUX MÉDICAMENTS
CONTRE LE VIRUS DE
L'HÉPATITE C**

Brésil, Colombie,
 Inde, Malaisie, Maroc,
 Asie du Sud-Est

**RÉSEAU DE RECHERCHE
DES QUESTIONS LIÉES
AU BIEN-ÊTRE ET
À LA SANTÉ GLOBALE
DES HOMMES GAYS,
BISEXUELS, AUTRES HSH
ET DE LA POPULATION
TRANS DE L'AMÉRIQUE
LATINE (RIGHT PLUS)**

Bolivie, Brésil, Chili,
 Espagne, Guatemala,
 Mexique, Pérou, Portugal

**RÉSEAU DE
RENFORCEMENT DE
CAPACITÉS DES PAYS
LUSOPHONES**

Angola, Brésil, Cap-Vert,
 Guinée-Bissau,
 Mozambique, Portugal,
 Sao Tomé-et-Principe,
 Timor oriental



LE SOMMAIRE

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

5

NOS AXES PRIORITAIRES

Notre mobilisation face à la Covid-19

Capitalisation et expertise communautaire

Première édition de la Semaine internationale du dépistage

8



NOS PRINCIPAUX RÉSULTATS EN PLAIDOYER ET EN RECHERCHE

Mobilisation de PEPFAR au Mali et au Burkina Faso

Riposte communautaire contre l'hépatite C

Projet de recherche SexTRA

21

NOS CONTRIBUTIONS AUX CONFÉRENCES INTERNATIONALES

AIDS2020 : Virtual

AFRAVIH 2020 Connecté-e-s

27

NOS PRINCIPALES PRISES DE PAROLE

Exposition photographique à Genève

Tribune : « La Covid-19, une opportunité pour réformer la politique des drogues »

Paroles communautaires sur les réseaux sociaux

28

RAPPORT FINANCIER

Synthèse

Charges et produits

Commentaires sur le bilan 2020

32

LEXIQUE DES ACRONYMES

AAD : Antiviraux à action directe (médicaments utilisés pour traiter l'hépatite C)

ANRS : Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites (agence autonome de l'Inserm)

ARV : Traitements antirétroviraux

CoNE : Community Network for Empowerment

DNP+ : Delhi Network of Positive People

HSH : Homme ayant des rapports sexuels avec des hommes

Inserm : Institut national de la santé et de la recherche médicale, établissement public français à caractère scientifique et technologique

IST : Infection sexuellement transmissible

MTAAG+ : Positive Malaysian Treatment Advocacy and Access Group

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

OMS : Organisation mondiale de la Santé

PC : Populations clés

PEPFAR : Plan d'urgence présidentiel de lutte contre le sida (initiative internationale du gouvernement américain pour sauver et améliorer les vies des personnes infectées ou exposées à l'infection du VIH/sida)

PrEP : Prophylaxie pré-exposition

RENAPC : Réseau national des associations des positifs du Congo

SESSTIM : Unité mixte de recherche Sciences économiques et sociales de la santé & traitement de l'information médicale, basée en France

Sida : Syndrome d'immunodéficience acquise

TS : Travailleur-euse du sexe

UD : Usager-ère de drogues

UDI : Usager-ère de drogues par injection

VHB : Hépatite B

VHC : Hépatite C

VIH : Virus de l'immunodéficience humaine

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE



**La place de
nos associations
dans les
systèmes de
santé doit être
reconnue par
tous nos États**

Bouleversée par la Covid-19, l'année 2020 aura, plus que jamais, placé la solidarité au cœur de nos engagements et de nos combats pour garantir l'accès à la santé pour toutes et tous. Dans un contexte de crise sanitaire majeure qui n'a épargné aucune région du monde, nos associations membres et partenaires ont démontré leurs capacités d'adaptation et d'innovation afin de poursuivre leurs missions de prévention et de soins auprès des communautés les plus vulnérables au VIH et à l'hépatite C. C'est ainsi qu'en réponse aux nouveaux besoins engendrés par cette crise, 5 841 personnes ont bénéficié d'activités virtuelles de prévention, 15 514 de soutien psychologique à distance et 25 000 d'une aide humanitaire.

Ces capacités d'adaptation et d'innovation, nous les devons à la réactivité de nos communautés qui, historiquement, ont toujours su se mobiliser et se réinventer dans les situations d'urgence. Mais nous la devons aussi à nos partenaires financiers tels que L'Initiative, l'Agence française de développement, Unitaïd ou encore le Fonds Robert Carr qui nous ont permis de constituer un fonds dédié afin de poursuivre la riposte au sida et aux hépatites virales et d'assurer la survie des plus vulnérables. Nous les remercions pour leur fidèle soutien qui nous a permis d'apporter des réponses sanitaires et humanitaires avant même que les États et la communauté internationale ne réagissent.

De cette crise, nous retenons un effet positif majeur : le rôle de nos systèmes de santé communautaire s'est révélé plus indispensable que jamais. Même en période de grave crise sanitaire engendrant de fortes tensions et incertitudes, nous touchons celles et ceux que les systèmes de santé publique n'arrivent pas à atteindre.

Il serait temps que la place de nos associations dans les systèmes de santé soit reconnue par tous nos États, que les organisations internationales aussi ne nous considèrent plus comme de simples prestataires de services mais comme des acteurs à part entière du système de santé. L'élimination du sida et des hépatites virales ne pourra pas aboutir sans la participation et la reconnaissance des communautés les plus exposées. Nous continuerons à faire valoir notre expertise communautaire et nos capacités d'innovation pour le bien-être de toutes et de tous. ■

Solidairement,

Pr Hakima HIMMICH
Présidente de Coalition PLUS

APERÇU

BUDGET TOTAL

13

MILLIONS D'EUROS

(dont 9,1 M€ pour Coalition Internationale Sida)

RESSOURCES HUMAINES

91

SALARIÉS-ES

PROGRAMMES

17

EN COURS

soutenus par

8

ORGANISMES PRIVÉS ET PUBLICS

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

- ◆ L'implication communautaire, au sein de 5 plateformes régionales d'appui aux associations de lutte contre le VIH/sida dans les régions Maghreb, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale et de l'Est, océan Indien, Amérique latine

- ◆ Programme multipays de plaidoyer et de recherche communautaire au Maroc, au Mali, au Burundi, à Maurice, au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et en Équateur

ANRS

- ◆ Évaluation des effets à court et moyen terme d'un programme de renforcement de capacités pour les femmes vivant avec le VIH au Mali autour de la question du partage du statut sérologique

- ◆ Accès à la prophylaxie pré-exposition au VIH pour les hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes : étude de l'acceptabilité et de la faisabilité dans des cliniques associatives d'Afrique de l'Ouest

- ◆ Étude multipays, exploratoire et descriptive visant à identifier les déterminants au VIH et les besoins en santé sexuelle des travailleurs du sexe nés de sexe masculin et offrant leurs services sur internet

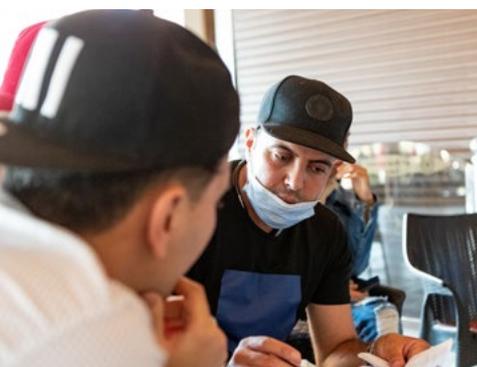
EXPERTISE FRANCE

- ◆ Accès à la PrEP pour les femmes : élaboration et mise en œuvre d'une intervention communautaire modélisable et adaptée aux femmes exposées au VIH au Mali, au Maroc et à Maurice

- ◆ Accès à des services de santé de qualité pour les populations clés

- ◆ Riposte communautaire pour l'accès aux soins et aux droits des populations clés dans 7 pays d'Afrique francophone « Riposte : la voix des populations clés »

- ◆ Cascades communautaires : Amélioration de l'impact de la contribution communautaire dans l'accès à la prise en charge et le maintien dans le soin des populations-clés



FONDS MONDIAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME - INITIATIVE COMMUNAUTÉS, DROITS ET GENRE

- ◆ Assistance technique à court terme pour la société civile et les communautés

FONDS ROBERT CARR

- ◆ Pour un meilleur accès à des services VIH de qualité et fondés sur les droits pour les populations les plus vulnérables

INSTITUT BOUISSON BERTRAND

- ◆ Accès à la prophylaxie pré-exposition au VIH pour les hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes : étude de l'acceptabilité et de la faisabilité dans des cliniques associatives d'Afrique de l'Ouest

MAIRIE DE PARIS

- ◆ Prise en charge des IST/VIH, des hépatites et de la santé sexuelle et reproductive chez les groupes vulnérables entre le Sénégal, la Guinée-Bissau et la Gambie
- ◆ Dispositif de santé sexuelle pour les populations clés et les personnes vivant avec le VIH en Équateur
- ◆ Accès à la santé sexuelle et aux droits des HSH et des femmes en situation de vulnérabilité (TS, migrantes et femmes rurales) en Algérie
- ◆ Programme de réduction des risques chez les personnes usagères de drogues à Madagascar

NEW VENTURE FUND FOR GLOBAL FUND ADVOCACY

- ◆ Encourager le président de la République française à soutenir la 6^e conférence du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme de 2022





NOS AXES PRIORITAIRES

Dès que la Covid-19 est devenue une menace mondiale, notre priorité absolue a été de donner à nos membres et partenaires les moyens de garantir l'accès et la continuité des soins à leurs bénéficiaires.

En tant que réseau communautaire de lutte contre le sida et les hépatites virales, cela constitue notre mission fondamentale.

Nous sommes ainsi parvenus à constituer un fonds d'urgence de 1,5 million d'euros et à initier un projet de recherche communautaire pour évaluer l'impact de la crise sanitaire sur les dispositifs de santé communautaire.

Nous avons aussi déployé des activités stratégiques sans lien avec la Covid-19 telles que le développement de la capitalisation au sein du réseau et le lancement de la première édition de la Semaine internationale du dépistage.

NOTRE MOBILISATION FACE À LA COVID-19

FONDS D'URGENCE DE 1,5 MILLION D'EUROS POUR MAINTENIR LE CONTINUUM DES SERVICES COMMUNAUTAIRES

Si les activités de renforcement de capacité ont été suspendues à partir de mars, les services de santé dédiés aux populations clés ont eux aussi été impactés, au gré des mesures gouvernementales de distanciation sociale et de confinement total ou partiel.

En effet, les activités communautaires ne pouvaient être menées sans les moyens et les outils nécessaires pour assurer à minima le continuum de services, tout en garantissant la non-propagation du virus. De plus, dans des contextes socio-économiques déjà fragiles où les hommes ayant des rapports sexuels avec

transgenres, les travailleurs-euses du sexe et les usagers-ères de drogues sont marginalisés et contraintes de vivre d'activités économiques informelles, les mesures sanitaires ont dégradé encore davantage leurs conditions de vie.

Pour faire face à cette situation, Coalition PLUS a réalisé une large campagne de réallocations de ses moyens financiers avec l'accord du Conseil d'administration et le soutien de ses donateurs privés et de ses principaux partenaires financiers (L'Initiative, l'Agence française de développement, Unitaïd, Le Fonds Robert Carr). Cette opération a atteint 1,5 million d'euros. ■



« Dans la capitale, à Quito, nous nous sommes vite adaptés-es à la distanciation sociale et au confinement. Afin de garder un lien de proximité avec nos communautés et de continuer de répondre à leurs besoins, nous avons mis en œuvre la télémedecine. La clé, c'est de ne pas croire que la technologie est la réponse à tout ! L'humain reste central et l'appui des agents-es communautaires est fondamental dans la création des nouveaux liens entre les médecins et les personnes suivies. »

Amira HERDOIZA

Directrice exécutive de Kimirina (Équateur), vice-présidente de Coalition PLUS



© Malaysian AIDS Council



OBJECTIFS

Afin de garantir le continuum de services de prise en charge globale du VIH envers les populations clés et les personnes vivant avec le VIH ou les hépatites virales, le fonds d'urgence de Coalition PLUS vise 3 objectifs spécifiques :

- ◆ Maintenir un paquet de services minimum de prévention du VIH/VHC pour les PC.
- ◆ Maintenir un paquet d'activités minimum de services de soutien psychosocial et de prise en charge thérapeutique des personnes vivant avec le VIH/VHC.
- ◆ Répondre aux urgences vitales, alimentaires, économiques et thérapeutiques des PC et des personnes vivant avec le VIH/VHC.

Ces objectifs ont été définis sur la base des besoins constatés par les acteurs-rices du réseau, selon les principes de la démarche communautaire. Il s'agissait certes d'adapter les activités au contexte de pandémie afin de ne pas exposer professionnels-les et bénéficiaires à un risque d'infection à la Covid-19, mais surtout de sanctuariser les services VIH et VHC. ■

RÉSULTATS

Aide humanitaire d'urgence

25 000

bénéficiaires

Distribution de

7 560

paniers alimentaires

Distribution de

11 420

kits d'hygiène

Distribution d'indemnités de transport

2 474

bénéficiaires

Distribution d'aides financières d'urgence

6 923

personnes

Activités de prévention virtuelle

5 841

bénéficiaires

Dispositif de soutien psychologique à distance

15 514

bénéficiaires



« Que ce soit pour combattre le SARS-CoV-2, le VIH ou les hépatites virales, il ne s'agit pas uniquement de tester, mais aussi d'accompagner et d'informer, en évitant toute discrimination ou jugement. Notre approche communautaire du dépistage est d'autant plus nécessaire aujourd'hui que nous observons un cumul des vulnérabilités au sein de nos populations clés, très durement touchées par les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire. »

Mehdi KARKOURI

Président de l'ALCS (Maroc),
administrateur
de Coalition PLUS





PROGRAMME EPIC : ÉVALUER L'IMPACT DE LA PANDÉMIE COVID-19 EN MILIEU COMMUNAUTAIRE

Pour évaluer l'impact de la crise sanitaire Covid-19 en milieu communautaire, le Laboratoire de recherche communautaire de Coalition PLUS a initié une série d'enquêtes coordonnées au sein du programme EPIC¹. Vu la faiblesse des données existantes, il est important que les projets de recherche dans le champ du VIH se chargent d'en produire au niveau des populations clés, des agents-es de santé communautaire et des organisations communautaires. Ces données permettront d'identifier les besoins et de prendre des décisions adaptées pour la mise en œuvre des programmes et services VIH dans le contexte de la Covid-19. Ces données seront également indispensables pour appuyer le plaidoyer national et international afin que les populations clés du VIH ne soient pas oubliées dans les réponses publiques à la crise sanitaire actuelle mais aussi futures.

La crise rend nécessaire l'innovation, la créativité et une certaine flexibilité dans les méthodes tout en gardant un niveau

d'exigence élevé. La lutte contre le VIH n'a jamais cessé d'être un terrain d'innovation dans la prévention, dans la prise en charge des patients-es, dans la façon de faire de la recherche avec l'implication des patients-es dans le processus de soin et dans le développement de la recherche communautaire. La crise sanitaire causée par la Covid-19 réactualise ce besoin d'innovation méthodologique et de bonnes pratiques dans le champ du VIH. Le programme EPIC en est un exemple.

Un groupe de travail composé de laboratoires de recherche partenaires (Santé Publique France, INSERM, AP-HP, Public Health England, Faculdade de Ciências Médicas da Santa Casa de São Paulo) et d'acteurs associatifs coordinateurs des plateformes géographiques (ARCAD Santé PLUS au Mali, ALCS au Maroc, AIDES en France, PILS à Maurice, Kimirina en Équateur et ANSS au Burundi) a été créé pour accompagner le déploiement du programme et réfléchir aux défis méthodologiques. ■

NOTE 1 : EPIC : Enquêtes pour évaluer l'impact de la crise sanitaire Covid-19 en milieu communautaire

À LA FIN DE L'ANNÉE 2020, LE PROGRAMME EPIC REPRÉSENTE



100+

enquêtes réalisées, en cours de réalisation ou en projet (enquêtes « quantitatives » par questionnaires et enquêtes « qualitatives » par entretiens individuels)



32

organismes ou associations membres ou partenaires de Coalition PLUS impliqués



Une trentaine de pays d'intervention sur 5 continents (Afrique, Amérique du Sud, centrale et du Nord, Asie, Europe et Moyen-Orient)



Des outils développés dans 8 langues :

anglais, arabe, catalan, français, espagnol, malais, portugais, roumain



100+

personnes impliquées dans la réalisation des enquêtes EPIC, et environ



50

personnes directement formées par le Laboratoire de recherche communautaire de Coalition PLUS

Des premiers résultats sur les enquêtes en France, au Maroc et en Roumanie

DES ENQUÊTES MODULABLES SELON LE TERRAIN

Recueil de données par méthodes mixtes (questionnaires et/ou entretiens)

Passation en fonction des contraintes sanitaires (face à face, internet, WhatsApp...)

Possibilité de choisir parmi 15 modules de questions (thématiques et/ou populationnelles)

Capacité à inclure certaines questions qui répondent aux besoins locaux



« Il ne suffit pas de dire aux populations de se laver les mains alors qu'elles n'ont pas accès à l'eau et ne peuvent pas se payer des produits d'hygiène, ni même de quoi se nourrir. Il faut leur donner les moyens de mettre en pratique ces consignes et c'est ce que nous avons pu faire grâce à l'appui offert par le fonds d'urgence de Coalition PLUS. »

Jeanne GAPIYA

Présidente de l'ANSS (Burundi), administratrice de Coalition PLUS

NOMBRE DE RÉPONDANTS-ES ATTENDU

Plus de

14000

répondants-es à travers

60

enquêtes par questionnaires

Plus de

1000

personnes auditées à travers

40

enquêtes par entretiens individuels

CAPITALISATION ET EXPERTISE COMMUNAUTAIRE

STRUCTURATION DU PÔLE CAPITALISATION

Une nouvelle direction Capitalisation et Savoirs a été créée fin 2019. Cela constitue le premier pas d'une démarche institutionnelle de capitalisation au sein de notre réseau. Transformant le savoir issu de l'expérience communautaire en connaissance partageable, la capitalisation est une activité stratégique pour Coalition PLUS. Elle doit permettre de visibiliser et de valoriser notre plus-value.

Le travail de capitalisation nous permet de

- ◆ renforcer la capacité de nos membres et partenaires à formaliser les connaissances, les expériences, les savoirs et savoir-faire ;
- ◆ valoriser le capital des connaissances issues des expériences et des expertises du réseau afin de faire reconnaître sa légitimité et sa spécificité sur la scène internationale ;
- ◆ utiliser, enrichir, faire évoluer les connaissances stratégiques identifiées par la capitalisation.

Dans le cadre de la structuration du pôle, des outils méthodologiques adaptables selon le contexte et les objectifs de la capitalisation ont été construits et un travail pédagogique en interne sur le rôle et les enjeux de la capitalisation a été mené par la rédaction d'une note d'information².

En vue de son déploiement dans notre réseau, la capitalisation a fait également l'objet d'un chantier transversal à nos six

plateformes géographiques de renforcement de capacités. Cinq ans après leur mise en place, les Plateformes ont développé un important corpus d'outils méthodologiques ainsi que des savoir-faire. Il est aujourd'hui essentiel d'en faire la capitalisation selon un double objectif : favoriser en interne la mutualisation entre plateformes des expertises développées et valoriser à l'externe les expertises singulières et les succès obtenus.

NOTE 2 : Newsletter COVID-Info #3 : <https://mailchi.mp/0bb28bccf967/covid-info-3-newsletter-coalition-plus>

© Coalition PLUS/Nicolas Beaumont





Production et reconnaissance de l'expertise communautaire

Un document de capitalisation a été élaboré par notre plateforme Afrique centrale et de l'Est (PACE) consacré aux organisations communautaires de lutte contre le VIH basées dans les États fragiles d'Afrique centrale et de l'Est³. Selon la définition de l'OCDE⁴, cette sous-région compte quatre pays en situation d'extrême fragilité (Burundi, République centrafricaine, République démocratique du Congo et Tchad) et deux pays fragiles (Congo et Cameroun). Or, la fragilité structurelle des États génère d'importantes carences en politique de santé publique, faisant passer la lutte contre le VIH au second plan. D'où la nécessité pour les associations d'adapter leurs interventions, de faire preuve de résilience et de rétablir en permanence un dialogue avec les autorités sanitaires. Le référentiel de la PACE propose donc de documenter cette capacité qu'ont les organisations communautaires à se réinventer dans ces contextes difficiles.

Reconnaissance de notre expertise

L'Initiative, un dispositif spécifique d'Expertise France complémentaire au Fonds mondial, a sélectionné la PACE pour appuyer le RENAPC dans le renforcement des activités de



© Coalition PLUS/Nicolas Beaumont

prévention pour les populations clés en République du Congo. Dans ce cadre, la PACE a commencé à délivrer une série d'appuis techniques programmatiques (soutien psychosocial) et structurels (diagnostic organisationnel, gestion financière).

Pour que la valorisation de l'expertise communautaire devienne un axe structurant de notre réseau, nous avons décidé de lancer Coalition PLUS Expertise sous la forme d'un hub basé à Dakar. L'Initiative CRG (Community, Rights, Gender) du Fonds mondial a accepté en septembre 2020 la proposition d'un portefeuille d'experts-es de Coalition PLUS pour leur mise à disposition sur des missions d'appui technique. ■



NOTE 3 : <https://www.coalitionplus.org/etats-fragiles-capitalisation/>

NOTE 4 : Classification 2018 de l'OCDE : <http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/statesoffragilityframework2018.htm>

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Treize associations membres et vingt-deux partenaires ont participé à la Semaine internationale du dépistage.

13 844

TESTS VIH

dont 2,6 % de positifs

4 919

TESTS VHC

dont 3,8 % de positifs

5 202

TESTS VHB

dont 5,2 % de positifs

© Malaysian AIDS Council



**SEMAINE
INTERNATIONALE
DU DÉPISTAGE**
23-29.11.20

PREMIÈRE ÉDITION DE LA SEMAINE INTERNATIONALE DU DÉPISTAGE

Le dépistage du VIH, des hépatites et des infections sexuellement transmissibles est une priorité mondiale pour infléchir les incidences sur ces épidémies. Coalition PLUS a décidé de lancer une vaste campagne mondiale de mobilisation en faveur des dépistages qui a vocation à se renouveler tous les ans et qui rassemblera toujours plus de partenaires.

AXES DE MOBILISATION

Pour que l'accès au dépistage devienne une réalité pour tous·tes, nous avons organisé la première édition de la Semaine internationale du dépistage du 23 au 29 novembre, dans le prolongement de la Semaine européenne du dépistage.

Trois axes de mobilisation ont été développés :

- ◆ Sensibilisation et dépistage auprès des populations clés,
- ◆ Communication grand public sur l'importance du dépistage et la visibilité des services communautaires dans le diagnostic et l'accompagnement dans le soin,
- ◆ Actions de plaidoyer : interpellation des pouvoirs publics sur des enjeux d'accès à la prévention et à la prise en charge ; construction d'alliances entre organisations de la société civile et partenaires techniques et financiers ; consolidation du leadership associatif en vue d'obtenir une position. ■

© REVS PLUS



PRINCIPAUX RÉSULTATS EN PLAIDOYER EN COMMUNICATION

Maroc

70 participants-es au webinaire « Mobilisons-nous pour rendre le dépistage communautaire du VIH/VHC plus accessible aux populations-clés au niveau de la région MENA ».

Algérie

Demande auprès des autorités pour mettre en place des stratégies de dépistage inclusives et adaptées aux besoins des populations clés.

Guatemala

84 participants-es aux deux forums consacrés à l'hépatite virale et son impact sur la santé, et aux défis que constituent les IST dans la réponse contre le VIH.

Colombie

3 100 personnes touchées par la campagne digitale consacrée à l'importance du diagnostic rapide VIH et VHC « Saber es ganar... hazte la prueba del VIH y la Hepatitis C » ; 146 participants-es au Forum national de l'autotest, dont la diffusion digitale a engendré 335 vues entre le 29 novembre et le 29 décembre, 680 interactions et 70 partages.

Bolivie

1 million de personnes touchées par la campagne digitale (TikTok, Facebook, Instagram et page web)

Argentine

36 influenceurs-euses impliqués-es dans la campagne de sensibilisation digitale #PonetelaCinta (Portez le ruban)

Burkina Faso

Élaboration avec le ministère de la Santé d'une feuille de route consacrée aux recommandations nationales sur le dépistage, dont REVS PLUS doit faire le suivi.

Bénin

Demande auprès des autorités de mettre en œuvre la stratégie de dispensation communautaire du traitement ARV inscrite dans les politiques sanitaires et d'élaborer une politique de dépistage communautaire des hépatites virales.

Cameroun

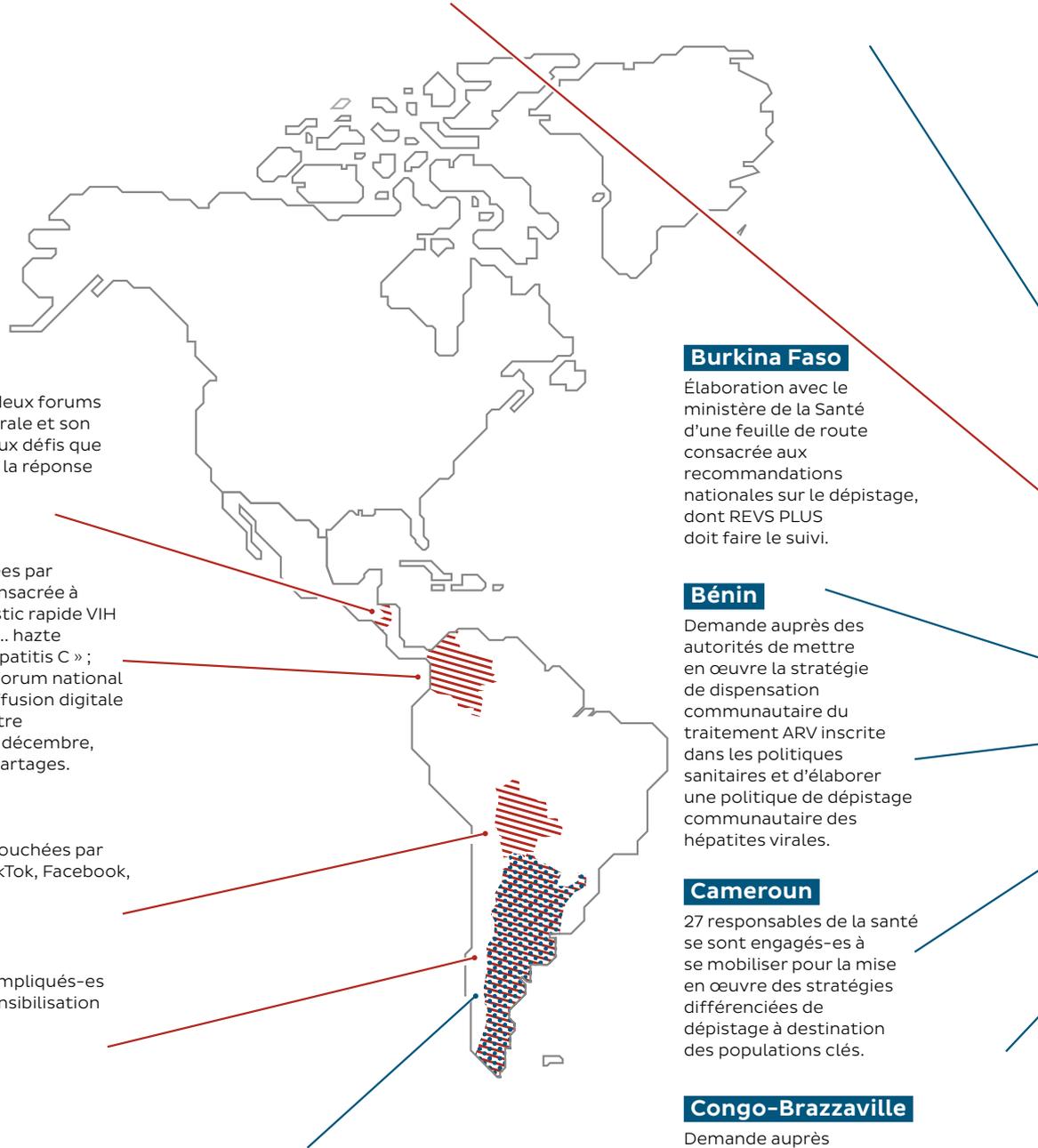
27 responsables de la santé se sont engagés-es à se mobiliser pour la mise en œuvre des stratégies différenciées de dépistage à destination des populations clés.

Congo-Brazzaville

Demande auprès du ministère de la Santé pour obtenir l'autorisation formelle de faire de la dispensation communautaire d'ARV aux personnes adultes vivant avec le VIH.

Argentine

24 juridictions, basées dans 23 provinces et dans la ville de Buenos Aires, ont été saisies pour demander une meilleure localisation des centres publics de dépistage au niveau de la plateforme digitale #Donde. La moitié des juridictions ont répondu dont 10 avec des informations qui ont permis d'alimenter la plateforme #Donde.



Roumanie

Demande auprès des partis politiques prenant part à la campagne des élections législatives à s'engager à renforcer la lutte contre le VIH ; interpellation du ministère de la Santé pour finaliser la stratégie nationale de lutte contre le sida, incluant des recommandations pour l'implication des acteurs-rices communautaires dans le dépistage et l'assistance dans le traitement du VIH.

Ukraine

Plus d'1,5 million de personnes touchées par la campagne digitale (série de vidéos diffusées sur Facebook, Instagram et YouTube).

Inde

Obtention d'une dérogation permettant l'initiation directe du traitement pour toutes les personnes testées positives durant la Semaine internationale du dépistage.

Malaisie

Lancement de la première étude pilote sur l'autotest du VIH pour les populations clés « JOM TEST » : 1 246 personnes inscrites, 896 participants-es effectifs-es, 427 dépistages, dont 7 % positifs.

Burundi

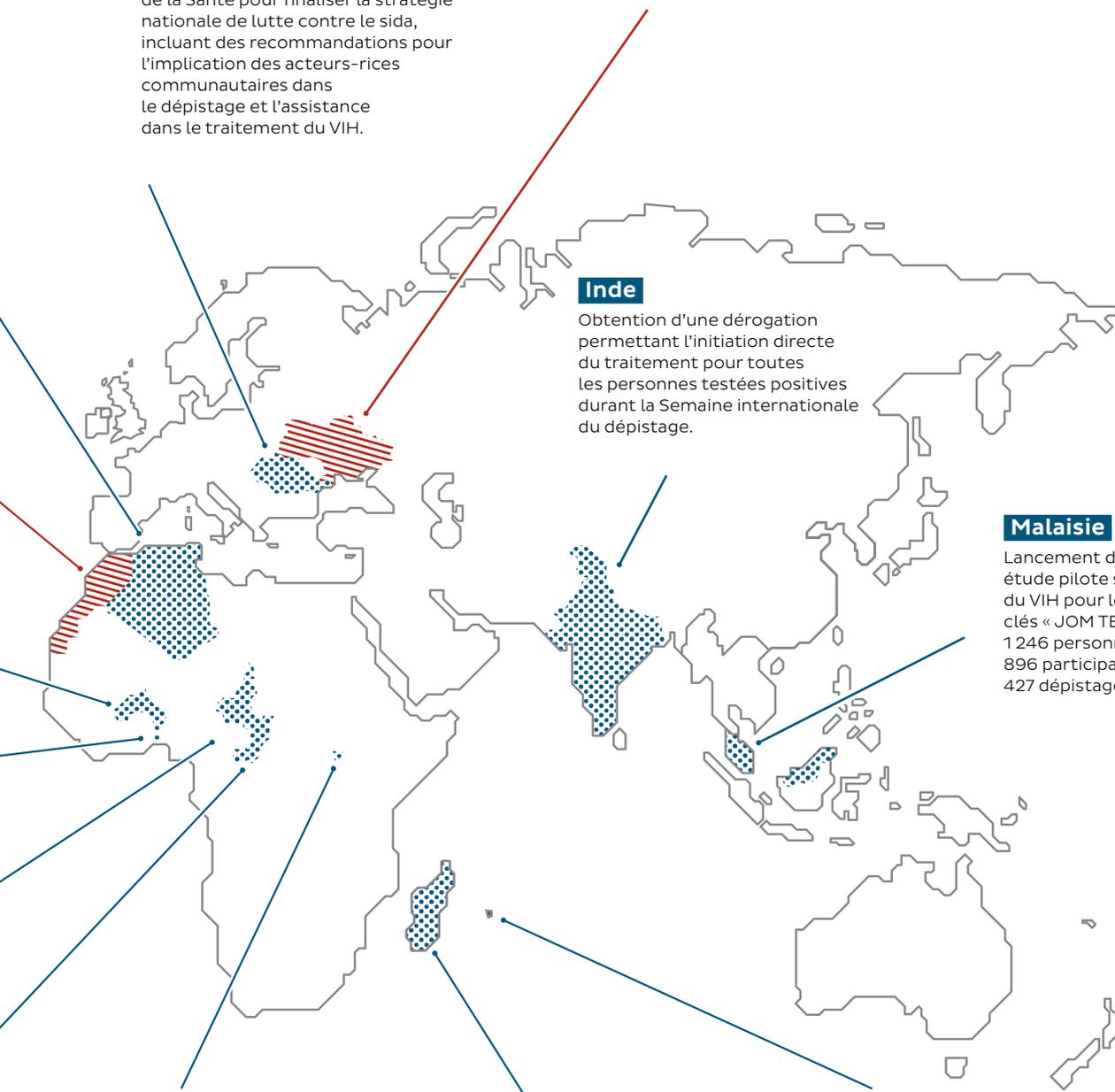
Construction de recommandations en collaboration avec les partenaires techniques et financiers de la lutte contre le sida en vue d'améliorer la prise en charge des hépatites virales.

Madagascar

Interpellation du Secrétaire exécutif du Conseil national de lutte contre le sida pour la prise en compte des données des dépistages communautaires réalisés pendant la campagne dans les données des centres de santé publique.

Maurice

Obtention avec le ministère de la Santé d'un accord sur la formalisation de recommandations en matière de politique de dépistage (« testing policy consultancy ») au mois de décembre, permettant d'apporter des changements concrets sur les problématiques du dépistage du VIH et du VHC.





NOS PRINCIPAUX RÉSULTATS EN PLAIDOYER ET EN RECHERCHE

Dans notre démarche globale de lutte contre les épidémies, le plaidoyer et la recherche communautaire constituent les leviers d'action les plus importants. La recherche communautaire produit des données qui alimentent le plaidoyer, tandis que le plaidoyer combat les discriminations et fait évoluer les règles et les normes pour renforcer les financements et les services de santé communautaire.



MOBILISATION DE PEPFAR AU MALI ET AU BURKINA FASO

Notre plaidoyer consacré à la mobilisation des financements internationaux dans les pays à revenus faibles et intermédiaires est parvenu à convaincre PEPFAR, l'aide bilatérale américaine, de débloquer ses « Ambition Funds » d'un montant de 500 000 USD pour le Mali et le Burkina Faso où notre réseau compte deux associations membres, ARCAD Santé PLUS et REVS PLUS.

En mobilisant les organisations de la société civile, nous avons fait valoir la forte dégradation du contexte sécuritaire et sanitaire que subissent ces deux pays du Sahel auprès des partenaires techniques et financiers internationaux. C'est ainsi que nos associations membres ont été invitées à élaborer des plans d'urgence nationale susceptibles de recevoir des financements extérieurs. Dans ces deux pays,

les flambées de violence ont entraîné le déplacement de 600 000 personnes⁵. Ce qui a fragilisé la cascade de soins : baisse du dépistage précoce, accès plus compliqué aux traitements, augmentation des perdus-es de vue. Dès lors, l'objectif onusien des 3x95⁶ devient encore plus difficile à atteindre pour 2030.

Accordant une attention particulière à la qualité des soins et à la rétention des patients-es dans la file active, PEPFAR a été sensible à nos arguments et s'est montré particulièrement collaboratif. Les États-Unis ont notamment encouragé la solution des cliniques mobiles, développées depuis de nombreuses années par nos associations, en indiquant qu'elles représentaient une solution parfaitement adaptée aux situations d'urgence. ■

NOTE 5 : Reportage BBC : <https://www.bbc.com/afrique/region-51348050>

NOTE 6 : Comprendre l'accélération, ONUSIDA, juin 2015 - https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/201506_JC2743_Understanding_FastTrack_fr.pdf

PROJET DE RECHERCHE SEXTRA

Le projet multipays ANRS-SEXTRA, qui vise à identifier les besoins en santé sexuelle des travailleurs-euses du sexe hommes cis ou trans et des femmes trans qui trouvent leurs clients sur internet, a pu continuer sa mise en place en dépit de la crise sanitaire.

Si le recrutement des participants-es a été reporté, les équipes du projet ont réussi, en collaboration avec les associations membres impliquées⁷ et avec les équipes de recherche partenaires (SESSTIM/INSERM), à finaliser les outils de recueil de données en incluant une composante Covid-19 (questionnaire quantitatif, fiche pays), à définir la stratégie de communication et à développer les supports adéquats (logos, visuels). ■



© Coalition PLUS/Morgan Fache et le Collectif Item



NOTE 7 : Bolivie (IDH), Canada (REZO), Équateur (Kimirina), France (AIDES), Maroc (ALCS), Maurice (PILS), Roumanie (ARAS) et Portugal (GAT).

RIPOSTE COMMUNAUTAIRE CONTRE L'HÉPATITE C



© Coalition PLUS / Ronel Kongkham



Alors que le projet que nous menons par un financement de Unitaid sur les enjeux d'accès aux traitements contre l'hépatite C dans cinq pays à revenus intermédiaires (Brésil, Colombie, Inde, Malaisie, Maroc) prend fin en 2021, nous constatons que les gouvernements se montrent plus disposés à collaborer avec les communautés et les populations touchées par l'hépatite C. Tout au long de 2020, en raison de la charge sur les services de santé générée par la pandémie de Covid-19, cette volonté a pris la forme d'une nécessité et plusieurs collaborations dans les pays du projet ont avancé. Un exemple important de cette collaboration est celui de l'Inde, où Coalition PLUS travaille avec un partenaire à Delhi, DNP+, et un partenaire à Manipur, CoNE.

À Delhi, la voix de la communauté est aujourd'hui entendue dans tous les comités de pilotage (au niveau de Delhi et au niveau fédéral). En outre, DNP+ a réussi à pousser le gouvernement à reconnaître les personnes en privation de liberté comme population clé et à commencer à les tester et à les traiter dans la prison centrale de Delhi, Tihar.

Enfin, DNP+ a obtenu l'autorisation pour trois membres de son personnel de délivrer des médicaments aux patients-es incapables de poursuivre leur traitement en raison du verrouillage et d'éviter l'échec du traitement contre le VIH, le VHB et le VHC (194 personnes ont reçu des ARV et des AAD à leur domicile).



© Coalition PLUS/CoNE

À Manipur, lors des premières phases de la pandémie, CoNE a pu continuer à travailler sur la prévention et le dépistage du VHC en adaptant ses actions aux mesures de santé actuelles. Le gouvernement a soutenu la création de refuges pour les personnes usagères de drogues injectables à gestion communautaire. De plus, malgré la crise sanitaire, CoNE a réussi à organiser 37 campagnes de dépistage où 2 252 personnes ont été sensibilisées et 1 404 dépistées (501 ont été jugées réactives). Ces campagnes de dépistage ont connu un tel succès et leur contribution à la mise en œuvre du Programme national sur les hépatites virales est devenue si indéniable que le ministère de la Santé de l'État a demandé à CoNE de continuer le dépistage des UDI après la clôture du projet. Ainsi, en 2021, les termes de références seront directement fournis à CoNE par le gouvernement.

Coalition PLUS a travaillé avec DNP+ et CoNE, partenaires du projet depuis 2017, à ces réussites. Ces deux partenaires ont développé des plans de campagnes adaptés aux contextes locaux et qui ont été revisités de façon constante pour s'adapter aux opportunités et changements de situation. ■



NOS CONTRIBUTIONS AUX CONFÉRENCES INTERNATIONALES

Contexte sanitaire oblige, les grands rendez-vous scientifiques de l'année 2020 se sont déroulés en ligne. Mais cela ne nous a pas empêchés de présenter nos travaux de recherche communautaire à AIDS, qui constitue tous les deux ans la plus grande conférence mondiale sur le sida, et à l'AFRAVIH, l'unique conférence internationale francophone consacrée au VIH/sida et aux infections virales chroniques.



AIDS VIRTUAL 2020

En raison de la pandémie de Covid-19, la conférence internationale sur le sida AIDS, qui devait à l'origine se tenir à San Francisco et Oakland (États-Unis), s'est déroulée en 2020 en ligne, du 6 au 10 juillet. Malgré une organisation bouleversée, nous avons, comme les années précédentes, apporté nos contributions scientifiques pour faire avancer la lutte contre le sida et les hépatites virales au niveau mondial. Nous avons notamment eu l'opportunité de faire une présentation orale consacrée à la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH au Maroc. Vingt posters co-écrits avec des chercheurs-euses issus-es de nos associations membres et partenaires ont également été présentés en ligne. ■

AFRAVIH 2020 CONNECTÉ-E-S

Nous avons cette année un rôle particulier au sein de l'AFRAVIH qui se tient tous les deux ans dans un pays francophone. Afin de mieux faire entendre la voix des communautés, nous avons été conviés à co-organiser la conférence qui devait avoir lieu initialement à Dakar en avril. En raison du contexte sanitaire, nous avons plaidé pour une organisation virtuelle de l'événement. Ce qui s'est fait du 8 au 11 novembre. Notre présidente a eu alors l'honneur de participer à la cérémonie d'ouverture et a rappelé⁸, à cette occasion, la place indispensable des associations communautaires dans la riposte aux épidémies. Sur le plan scientifique, nous avons participé à 7 communications orales et présenté 32 posters, consacrés à des thématiques variées telles que la PrEP (traitement préventif contre l'infection VIH), l'autotest du VIH, l'usage de drogues, la charge virale en contexte de santé communautaire et la santé mentale des personnes vivant avec le VIH. Nous avons aussi tenu un symposium consacré à l'adaptation de nos associations communautaires dans le contexte de crise sanitaire, « Coalition PLUS, une réponse communautaire à la Covid-19⁹ ». ■



Note 8 : Discours de Hakima Himmich à la cérémonie d'ouverture de l'AFRAVIH 2020 : <https://www.coalitionplus.org/Covid-19-hakima-himmich/>

Note 9 : L'intégralité du symposium en vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=cW9nYLM0aVg>



NOS PRINCIPALES PRISES DE PAROLE

Malgré le contexte sanitaire, nous avons pu organiser une exposition photographique au cœur de Genève, siège des principales organisations internationales en santé. Et au plus fort de la crise sanitaire, nous avons appelé à une réforme des politiques des drogues en publiant une tribune dans le quotidien Libération. Enfin, tout au long de l'année, nos militantes-es ont pris la parole sur les réseaux sociaux pour dénoncer les discriminations, voire les violences qui limitent l'accès à la prévention et aux soins, et pour partager leur engagement contre le sida et l'hépatite C.

EXPOSITION PHOTOGRAPHIQUE À GENÈVE

Les acteurs-rices communautaires d'Afrique francophone issus-es de notre réseau ont raconté leur combat individuel et collectif contre le VIH et le VHC à travers une exposition photographique qui s'est tenue tout le mois de septembre à Genève, ville stratégique où siègent les institutions de la santé internationale. En complément, une table ronde interrogeant la place des populations vulnérables dans les politiques de santé publique a été organisée au Groupe Santé Genève avec la participation de représentants-es de haut niveau du Fonds mondial, de l'ONUSIDA, de l'OMS et de la Représentation permanente de la France auprès des Nations unies. ■



© Coalition PLUS

TRIBUNE : « LA COVID-19, UNE OPPORTUNITÉ POUR RÉFORMER LA POLITIQUE DES DROGUES »

À l'occasion de la campagne « Support. Don't punish » qui est lancée chaque année le 26 juin, nous avons publié une tribune dans le quotidien français Libération et dans le blog du journal en ligne¹⁰ consacrée aux politiques de réduction des risques avec la co-signature de nombreux partenaires internationaux : International Drug Policy Consortium (IDPC), Harm Reduction International (HRI), International Network of People who Use Drugs (INPUD), International Network on Hepatitis in Substance Users (INHSU), Correlation – European Harm Reduction Network (C-EHRN), STOPAIDS, HepCoalition, Treatment Action Group (TAG). En effet, la pandémie a amorcé un mouvement de réformes sur la réduction

des risques et l'accompagnement des consommateurs-rices de produits psychoactifs. Il était pour nous important de le faire savoir et, plus encore, d'en demander la pérennisation et la généralisation à l'échelle internationale. ■



Note 10 : https://www.liberation.fr/debats/2020/06/24/le-covid-19-une-opportunit%C3%A9-pour-r%C3%A9former-la-politique-des-drogues_1792033/?redirected=1

PAROLES COMMUNAUTAIRES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

JOURNÉES MONDIALES RELATIVES AUX DROITS HUMAINS

À l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, nous avons valorisé sur nos réseaux sociaux des témoignages de travailleuses du sexe cis- et transgenres au Burundi, en Équateur, au Mali et à Maurice. **Objectif** : combattre les idées reçues et mettre en lumière le rôle essentiel de ces femmes engagées dans la lutte contre le sida et les hépatites !

En soutien à notre réseau thématique AGCS PLUS, nous avons produit une série de quatre vidéos témoignages¹¹, diffusée à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les LGBTQI-phobies, le 17 mai.

Les militants-es de AGCS PLUS soulignent la nécessité de continuer à se mobiliser pour le respect des droits et garantir l'accès aux soins des minorités sexuelles en Afrique francophone qui, déjà vulnérables dans des contextes où l'homosexualité est parfois criminalisée, ont été davantage discriminées et précarisées durant la période de confinement instaurée au début de la pandémie de Covid-19. Toutes ces vidéos ont été diffusées sur YouTube, Facebook et Instagram.

JOURNÉES MONDIALES RELATIVES AUX ÉPIDÉMIES

Pour la journée mondiale contre les hépatites, le 28 juillet, nous avons valorisé le travail des acteurs-rices communautaires de quatre associations de notre réseau investies dans la lutte contre l'hépatite C : ALCS au Maroc, DNP+ en Inde, MTAAG+ en Malaisie et Corporación Teméride en Colombie. Nous avons produit une vidéo qui donne à voir l'adaptation extrêmement rapide des services communautaires destinés aux populations les plus vulnérables à l'hépatite C, dans le contexte de la Covid-19. D'une durée de 11 minutes, la vidéo est disponible en français¹², en espagnol¹³ et en anglais¹⁴ : « VHC : un virus ne nous arrêtera pas ! ».

Pour la journée mondiale contre le sida, le 1^{er} décembre, nous avons réaffirmé la nécessité de faire baisser la mortalité causée par le sida au regard des engagements qu'avait pris la communauté internationale. Afin de rappeler que mourir du sida reste une réalité cruelle dans de très nombreux pays, nous avons diffusé sur les réseaux sociaux de nouveaux témoignages de nos militants-es racontant la perte d'un-e collègue ou d'un-e proche. Ces témoignages sont réunis dans le recueil « À nos morts, témoignages de vivants¹⁵ ». ■

© PLS/Khatleen Minerve



Note 11 : « LGBTQI-phobies : brisons le silence face aux violences et à la répression en temps de pandémie », Coalition PLUS, 17 mai 2020, <https://www.coalitionplus.org/lgbti-phobies-brisons-le-silence/> **Note 12**: <https://www.youtube.com/watch?v=JU6Zlq0qJlY> **Note 13**: <https://www.youtube.com/watch?v=t5Opkwwm-Nu8> **Note 14** : <https://www.youtube.com/watch?v=Hdbt7lYwCo&t=305s> **Note 15** : « À nos morts, témoignages de vivants », Coalition PLUS, http://www.coalitionplus.org/wordpress/wp-content/uploads/2019/11/Coalition-PLUS_A-nos-morts_T%C3%A9moignages_Dec2019.pdf



RAPPORT FINANCIER

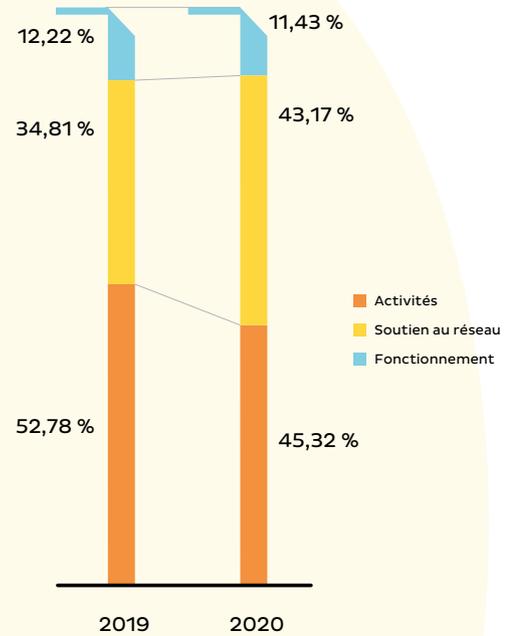
Le présent rapport est celui de l'unité de gestion de l'union Coalition PLUS, basée en France au sein de la structure juridique « Coalition internationale Sida - C.I.S. ». Les comptes annuels 2020 ont été audités par Deixis, commissaires aux comptes.

SYNTHÈSE

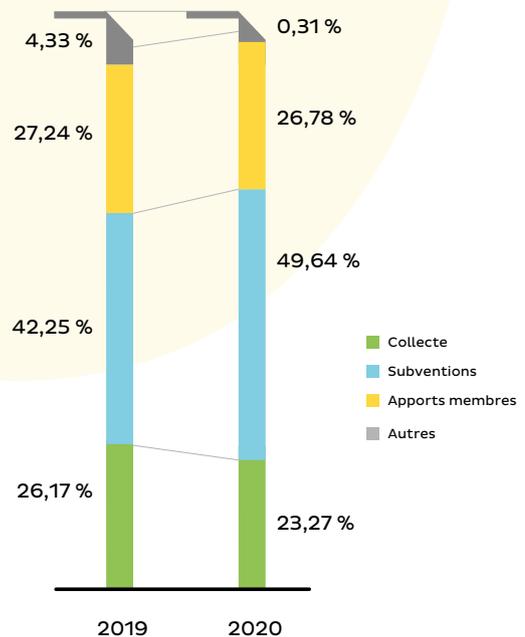
L'année 2020 est caractérisée par un fort niveau de mise en œuvre des financements institutionnels grâce notamment au fonds d'urgence Covid-19 de 1,5 M€, dont 84 % ont été financés par des financeurs institutionnels. Les frais de déplacement, qui sont traditionnellement un poste élevé du budget du secrétariat, chutent de 77 % entre 2019 et 2020 en raison des restrictions de circulation. Les difficultés à déployer un programme de collecte performant dans un contexte de confinement a eu un impact direct sur les dons qui ont baissé pour la première fois en volume et en proportion de -3 % par rapport à l'an passé.

Plusieurs indicateurs de santé financière se dégradent entre 2019 et 2020 avec une diminution du niveau des fonds propres, qui s'élève désormais à 0,2 M€ et une trésorerie nette à la clôture de -0,5 M€, poussant la direction générale de Coalition PLUS à proposer un plan d'amélioration de la santé financière. ■

EMPLOIS



RESSOURCES





© PILS/Nicolas Beaumont

CHARGES ET PRODUITS

L'exercice 2020 se solde par un résultat déficitaire de -238 K€. Les ressources (9,4 M€) ont progressé de +11 % moins rapidement que les emplois (9,6 M€) qui ont progressé de +15 %. Le résultat déficitaire représente -2 % du budget de charges.

La répartition des charges par nature présente une hausse (+15 %) qui traduit l'augmentation des charges externes, autres charges et subventions accordées (+18 %), liée principalement à une hausse de +1,9 M€ des subventions accordées au réseau (dont 1,5 M€ concerne le fonds d'urgence Covid-19). La hausse des charges s'explique également par l'augmentation des montants

provisionnés (+83 %) en raison de risques de pertes latentes sur les créances libellées en US dollars pour 158 K€.

Nous pouvons noter une augmentation significative du niveau des subventions d'exploitation de +30 %, liée à un très bon taux d'exécution des projets liés aux Conventions-programmes co-financées par l'Agence française de développement et le Fonds Robert Carr. Les autres produits de gestion courante diminuent de 3 % en raison d'une baisse de 163 K€ du niveau des dons issus des campagnes de collecte, notamment lié au contexte sanitaire. ■

RÉPARTITION DES CHARGES PAR NATURES (K€)	2019	2020	Variation
Achats	46	27	-41 %
Charges externes - autres charges subventions accordées au réseau Coalition PLUS	6 285	7 445	+18 %
Charges de personnel	1 756	1 815	+3 %
Impôts et taxes	144	152	+6 %
Dotations aux amortissements, provisions et engagements	96	176	+83 %
Charges financières	24	27	+13 %
Charges exceptionnelles	2	4	+100 %
TOTAL	8 353	9 646	+15 %

RÉPARTITION DES PRODUITS PAR NATURES (K€)	2019	2020	Variation
Autres produits de gestion courante (dons et apport membres)	4 757	4 626	-3 %
Produits exceptionnels	0	2	-
Produits financiers	2	0	+50 %
Reprises sur amortissements et provisions	77	64	-16 %
Subventions d'exploitation	3 515	4 601	+30 %
Transfert de charges	148	115	-22,3 %
TOTAL GÉNÉRAL	8 498	9 408	+11 %



COMMENTAIRES SUR LE BILAN 2020

Le résultat déficitaire de -238 K€ vient diminuer le niveau des fonds propres, qui restent cependant positifs à un niveau de +243 K€, gage d'assurance pour nos partenaires financiers (bailleurs, banque). Pour apprécier la santé financière – qui reste caractérisée par un fort niveau d'endettement vis-à-vis de nos membres, de notre banque et des bailleurs au travers des avances de fonds sur les projets –, il convient néanmoins de prendre en considération d'autres indicateurs.

Nous pouvons en effet noter une baisse des ressources long terme (-27 %) plus rapides que la baisse des emplois court terme (-22 %), principalement en raison du résultat déficitaire de 238 K€ qui fragilise les fonds propres.

L'en-cours total des prêts octroyés par Coalition PLUS s'élève à 3,6 M€ au 31/12/2020. Ce déséquilibre des emplois stables par rapport aux ressources durables pourrait être de nature à rendre difficile le paiement des charges courantes si Coalition PLUS ne bénéficiait pas d'un besoin en fonds de roulement négatif de 1 955 K€, c'est à dire d'un excédent

des ressources cycliques par rapport aux emplois cycliques, grâce aux avances de trésorerie consenties par AIDES, aux avances de certains bailleurs sur les conventions pluriannuelles ainsi qu'aux délais de paiements fournisseurs.

À noter que cette fragilité de « haut de bilan », c'est-à-dire sur les emplois et ressources long terme, se retrouve aussi au niveau du « bas de bilan », puisque nos ressources court terme ont diminué plus rapidement que nos emplois à moins d'un an. Cela s'explique notamment par un remboursement plutôt lent des prêts octroyés aux entités suisse et belge ainsi qu'aux membres (Groupe santé Genève, Kimirina) et la nécessité de recourir à des produits bancaires d'avances de fonds pour financer notre cycle d'exploitation.

La confrontation de ces indicateurs financiers confirme au terme de l'exercice 2020 une forte dégradation de la trésorerie nette à -492 K€. Dans le but de consolider la santé financière de Coalition PLUS, le Conseil d'administration a donc décidé de mettre en œuvre un plan d'amélioration de la santé financière. ■

Devise d'édition EURO

BILAN ACTIF

	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	Brut	(Amortissement et dépréciations à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés logiciels, droits et valeurs similaires	7 971	7 971	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations corporelles				
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Autres	61 610	52 781	8 829	21 971
Avances et acomptes	-	-	-	-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	8 799	-	8 799	8 799
Prêts	3 622 858	-	3 622 858	4 406 858
Autres	-	-	-	-
TOTAL I	3 701 237	60 572	3 640 486	4 437 628
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usager et comptes rattachés	469 896	-	469 896	355 255
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
Autres	6 336 297	-	6 336 297	7 898 848
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Instruments de trésorerie	-	-	-	-
Disponibilités	18 620	-	18 620	182 419
Charges constatées d'avance	11 477	-	11 477	129 798
TOTAL II	6 836 290	-	6 836 290	8 563 320
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écart de conversion Actif (V)	135 504	-	135 504	112 518
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	10 673 031	60 572	10 673 031	13 113 466

BILAN PASSIF

	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit ni reprise	-	-
Fonds propres statutaires	-	-
Fonds propres complémentaires	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-
Fonds statutaires	-	-
Fonds propres complémentaires	-	-
Écarts de réévaluation	-	-
Réserves	-	-
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves pour projet de l'entité	-	-
Autres	-	-
Report à nouveau	477 174	331 933
Excédent ou déficit de l'exercice	-237 837	145 241
Situation nette (sous total)	239 337	477 174
Fonds propres consommables	-	-
Subventions d'investissement	3 299	7 205
Provisions réglementées	-	-
TOTAL I	242 636	484 379
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I BIS		
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	91 337	19 042
TOTAL II	91 337	19 042
PROVISIONS		
Provisions pour risques	158 888	63 631
Provisions pour charges		
TOTAL III	158 888	63 631
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	510 133	258 294
Emprunts et dettes financières diverses	1 199 712	1 097 669
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 299 659	834 499
Dettes des legs ou donations	-	-
Dettes fiscales et sociales	661 624	253 523
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	164 154	16 557
Instruments de trésorerie	-	-
Produits constatés d'avance	6 023 816	10 034 943
TOTAL IV	9 859 097	12 495 484
Encarts de conversion Passif (V)	260 321	50 930
TOTAL GÉNÉRAL (I + I BIS + II + III + IV + V)	10 612 279	13 113 466

COMPTE DE RÉSULTAT EN LISTE

	EXERCICE N	EXERCICE N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	13 000	13 100
Ventes de biens et services	-	-
Ventes de biens	-	-
> dont ventes de dons en nature	-	-
Ventes de prestations de service	-	-
> dont parrainages	-	-
Produits de tiers financeurs	-	-
Concours publics et subventions d'exploitation	4 600 744	3 726 475
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	-	-
Ressources liées à la générosité du public	-	-
> Dons manuels	2 074 018	2 224 190
> Mécénats	-	-
> Legs, donations et assurance-vie	-	-
Contributions financières	2 501 850	2 301 750
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	189 859	161 313
Utilisations des fonds dédiés	19 042	63 236
Autres produits	7 506	7 615
TOTAL I	9 406 018	8 497 679
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-	-
Variation de stock	-	-
Autres achats et charges externes	2 301 078	3 031 319
Aides financières	5 086 290	3 283 952
Impôts, taxes et versements assimilés	152 042	143 927
Salaires et traitements	1 299 363	1 244 527
Charges sociales	515 502	510 948
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	13 142	15 282
Dotations aux provisions	158 796	62 120
Reports en fonds dédiés	73 435	19 042
Autres charges	15 426	30 430
TOTAL II	9 615 074	8 341 546
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-209 056	156 133
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	197	-
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert de charge	-	-
Différences positives de change	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	9	-
TOTAL III	206	0
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	3 501	9 184
Différences négatives de change	23 606	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL IV	27 107	9 184
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-26 901	-9 184

COMPTE DE RÉSULTAT EN LISTE - SUITE

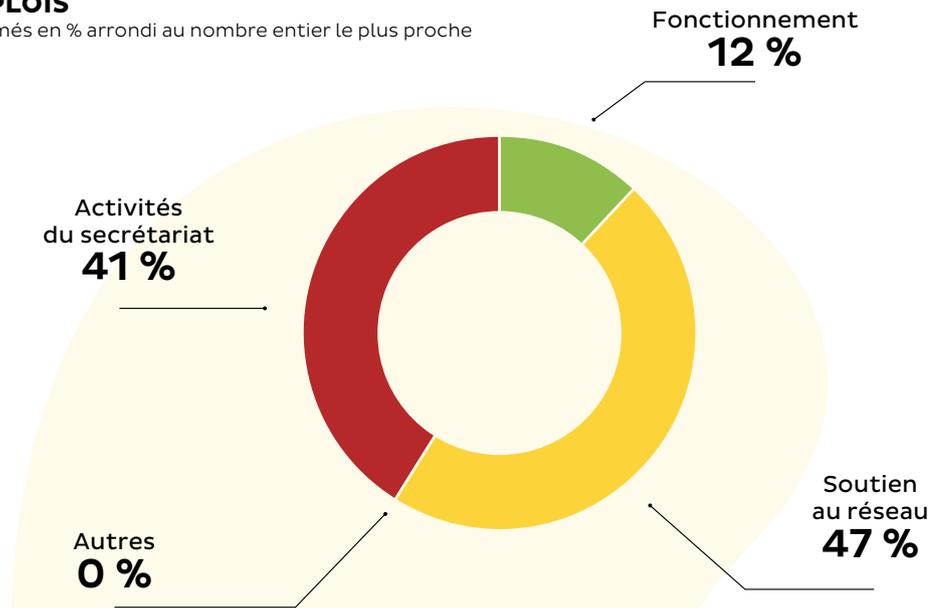
	EXERCICE N	EXERCICE N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-235 957	146 949
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	2 118	362
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL (V)	2 118	362
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opération de gestion	3 998	2 070
Sur opérations en capital	-	-
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et taux provisions	1	
TOTAL (VI)	3 998	2 070
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-1 880	-1 708
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-	-
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	9 408 342	8 498 041
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII)	9 646 179	8 352 799
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-237 837	145 241

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

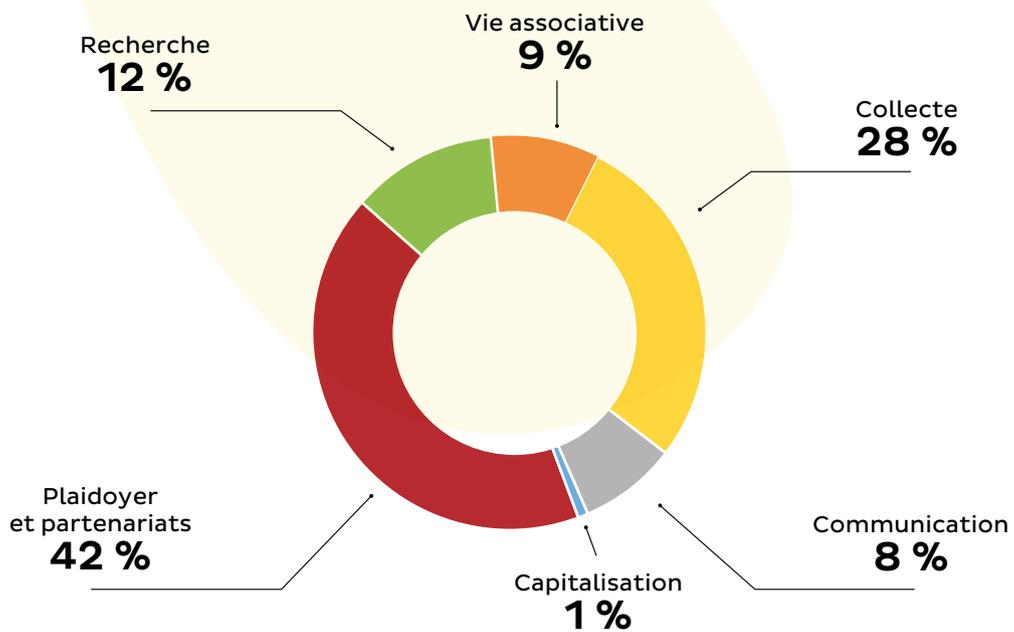
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

EMPLOIS

Exprimés en % arrondi au nombre entier le plus proche



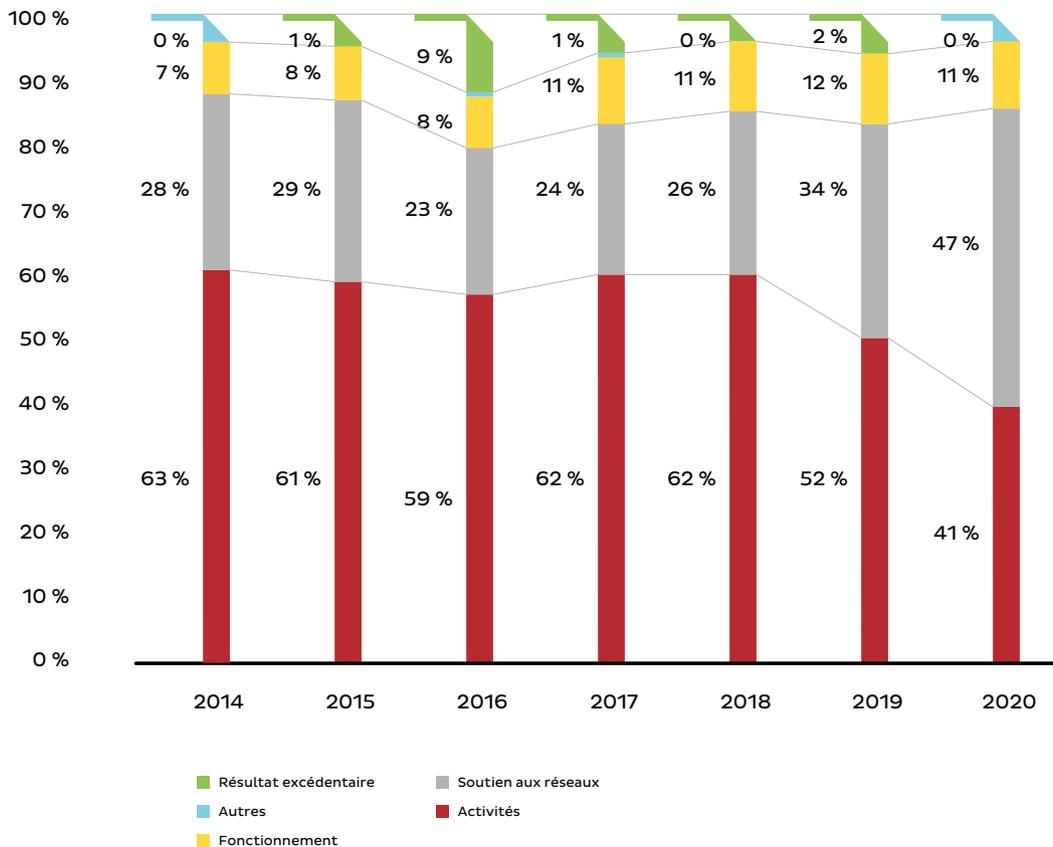
ACTIVITÉS

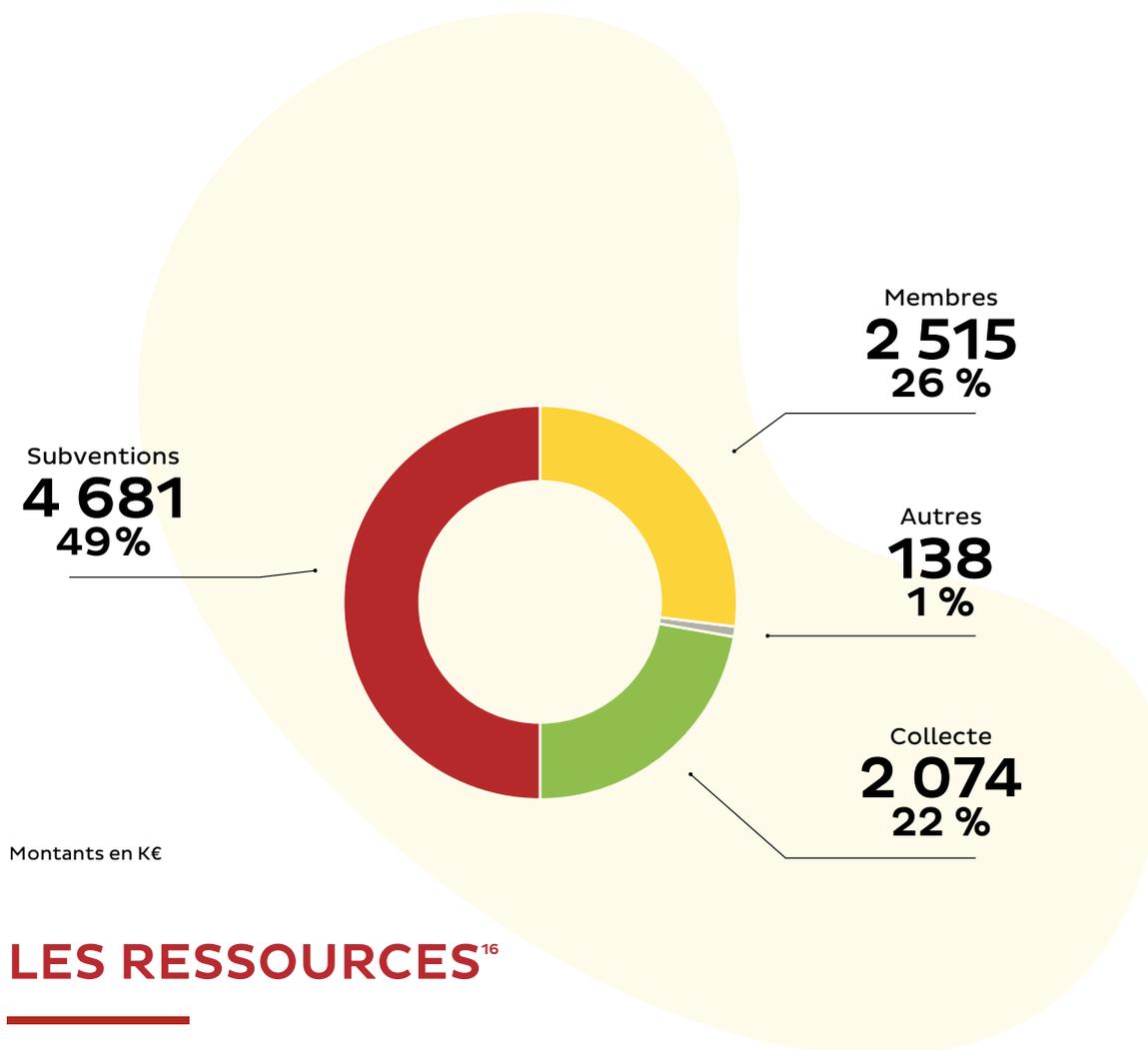


Le volume général des emplois augmente de +15 % entre 2019 et 2020. Cette hausse s'explique notamment par l'augmentation des subventions versées aux réseaux (+56 %) principalement en raison de la mise en place d'un fonds d'urgence Covid-19 pour 1,5 M€, de l'organisation de la semaine internationale du dépistage pour 266 K€ et la poursuite, malgré le contexte sanitaire, des activités des plateformes.

Nous pouvons également constater une hausse des frais de fonctionnement de +13 % liée à l'embauche de ressources humaines en audit interne mais aussi à la hausse des honoraires d'audit sur les multiples projets financés par des bailleurs. À noter que le niveau de financement des frais de fonctionnement reste particulièrement bon avec près de 75 % de ces dépenses qui sont financés par des conventions de financements externes, ce qui montre la capacité de Coalition PLUS à faire financer ses activités tout autant que son fonctionnement structurel. ■

ÉVOLUTION DES EMPLOIS 2014-2020





LES RESSOURCES¹⁶

Nous assistons à une augmentation des ressources de +11 % par rapport à 2019. Les dons issus de la collecte diminuent pour la première fois de 3 % en raison des performances des programmes en 2020 et de l'impossibilité de déployer le programme au cours de l'année en raison des confinements. La part des dons dans le total des produits diminue par ailleurs de 26 % à 22 %. Le montant des subventions accordées est en forte progression de +1 M€ traduisant un très bon niveau de mise en œuvre des conventions de financement malgré le contexte de crise sanitaire.

Ce niveau a notamment été permis par le déploiement du fonds d'urgence Covid-19 financé à hauteur de 84 % par des bailleurs externes par des réallocations budgétaires sur les projets en cours ou des fonds supplémentaires alloués. Les subventions issues de financements institutionnels publics ou privés représentent 49 % du total des ressources. Enfin, l'apport des membres reste stable grâce au maintien d'un haut niveau de financement de Coalition PLUS par AIDES, à hauteur de 2,5 M€, soit 26 % du total des ressources. ■

Note 16 : Les ressources sont exprimées en pourcentages arrondis au nombre entier le plus proche.

ILS NOUS SOUTIENNENT



Institution financière publique et solidaire, l'AFD est l'acteur central de la politique de développement de la France. Elle s'engage sur des projets qui améliorent concrètement le quotidien des populations, dans les pays en développement, émergents et en Outre-mer. Intervenant dans de nombreux secteurs – énergie, santé, biodiversité, eau, numérique, formation –, l'AFD accompagne la transition vers un monde plus sûr, plus juste et plus durable, un monde en commun.

Son action s'inscrit pleinement dans le cadre des objectifs de développement durable. Présente dans 115 pays via un réseau de 85 agences, l'AFD accompagne aujourd'hui plus de 4 000 projets de développement. En 2019, elle a engagé 14,1 milliards d'euros au financement de ces projets.

Pour en savoir plus : www.afd.fr



Créée en 1988, l'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales (ANRS) a pour objet l'animation, l'évaluation, la coordination et le financement de programmes de recherche dans le domaine du VIH/sida et des hépatites virales, quel que soit le domaine scientifique concerné (recherche fondamentale, recherche clinique, épidémiologie, sciences humaines et sociales, recherche en santé publique, recherche vaccinale).

En savoir plus : www.anrs.fr



Lancée fin 2011, L'Initiative est une facilité mise en oeuvre par Expertise France et complémentaire du Fonds mondial. Elle apporte une assistance technique et un appui à l'innovation aux pays récipiendaires du Fonds mondial pour améliorer l'efficacité de ses subventions et renforcer l'impact sanitaire des programmes financés. Elle contribue ainsi à garantir l'efficacité de la riposte aux pandémies. Parmi les pays éligibles aux appuis de L'Initiative se trouvent les 19 pays prioritaires de l'aide publique au développement de la France et des pays membres de la Francophonie. Les évolutions récentes de L'Initiative amplifient son effet catalytique en renforçant les capacités des acteurs de la santé et de la société civile, en améliorant les cadres institutionnels, politiques et sociaux, et en soutenant des approches innovantes contre les pandémies. L'Initiative est aujourd'hui un partenaire clé de l'impact du Fonds mondial. Elle confère à la France et à ses acteurs – monde de la recherche, société civile, agences publiques, etc. – une place inédite dans le champ de la lutte contre les trois pandémies les plus mortelles.

En savoir plus : www.initiative5pour100.fr



Agence publique, Expertise France est un acteur clé de la coopération technique internationale. Elle conçoit et met en oeuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement durable et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation de l'Agenda 2030.

En savoir plus : www.expertisefrance.fr

Le Fonds mondial

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a été fondé en 2002 pour agir en tant qu'institution de financement qui soutient les États et les structures locales les plus adaptées de plus de 100 pays dans leur réponse aux trois maladies citées dans son mandat, avec un partenariat particulier avec des associations s'occupant des personnes vulnérables, luttant contre la stigmatisation, et développant l'information et la prévention. En savoir plus : www.theglobalfund.org/



Le Fonds Robert Carr pour les réseaux de la société civile, lancé en 2012, est le premier fonds international au monde axé sur le financement de réseaux régionaux et mondiaux dirigés par et desservant des populations clés, vulnérables et mal desservies, afin d'améliorer la santé, l'inclusion et le bien-être de ces populations. En savoir plus : <https://robertcarrfund.org>



L'Institut Bouisson Bertrand est une fondation à vocation humanitaire et scientifique, créée en 1895, qui affirme un engagement de santé publique orienté sur la prévention et le contrôle des maladies Infectieuses et cela à travers son centre de référence de vaccinations et de médecine des voyages et par le développement de ses actions internationales, notamment dans plus d'une dizaine de pays d'Afrique et d'Asie. En savoir plus : www.bouisson-bertrand.fr



La Ville de Paris est engagée à l'international dans la lutte contre le VIH/sida ainsi que dans une politique de prévention et de réduction des risques liés à l'usage de

produits psychoactifs qui s'étend au-delà de la population parisienne. La Mairie de Paris apporte ainsi son soutien à des projets d'accès au soin et à la réduction des risques sanitaires et sociaux pour les personnes usagères de substances psychoactives. En savoir plus : <https://www.paris.fr/pages/paris-renouvelle-son-engagement-contre-le-vih-sida-a-l-international-7022>

newventurefund

Fondé en octobre 2006, le New Venture Fund est une organisation caritative qui se consacre au soutien de projets d'intérêt public innovants et efficaces en vue d'un monde plus sain et plus équitable. L'organisation gère actuellement des programmes, fournit un parrainage fiscal à des organisations à but non lucratif, coordonne des programmes de subventions et fournit un soutien à l'hébergement de projets notamment dans le domaine de la santé mondiale. En savoir plus : <https://newventurefund.org>

Unitaid

Unitaid est une organisation internationale qui investit pour trouver de nouveaux moyens de prévenir, diagnostiquer et traiter le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme de manière plus rapide, plus économique et plus efficace. Elle travaille également pour améliorer l'accès au diagnostic et au traitement des co-infections liées au VIH incluant l'hépatite C et le virus du papillome humain. L'organisation met les innovations en santé et le potentiel qu'elles représentent à la portée de ceux qui en ont le plus besoin et permet l'introduction à grande échelle de nouveaux produits de santé en collaborant avec les gouvernements et les partenaires financiers. L'organisation a été créée en 2006 par le Brésil, le Chili, la France, la Norvège et le Royaume-Uni dans le but d'aborder le sujet de la santé dans le monde de façon innovante. Unitaid est un partenariat hébergé par l'Organisation mondiale de la Santé. En savoir plus : www.unitaid.eu

NOUS CONTACTER

Associations adhérentes de Coalition PLUS



Kiev
(Ukraine)
network.org.ua



Pantin
(France)
aides@aides.org
www.aides.org



Bamako
(Mali)
arcadsida@arcadsida.org
www.arcadmali.org



Casablanca
(Maroc)
alcs@menara.ma
www.alcs.ma



Dakar
(Sénégal)
ancs@ancs.sn
www.ancs.sn



Bujumbura
(Burundi)
anss_turiho@yahoo.fr
www.anssburundi.bi



Bucarest
(Roumanie)
aras@arasnet.ro
www.arasnet.ro



Montréal
(Canada)
info@cocqsida.com
www.cocqsida.com



Buenos Aires
(Argentine)
www.huesped.org.ar



Lisbonne
(Portugal)
geral@gatportugal.org
www.gatportugal.org

• **Groupe • santé • Genève**  Membre de la Coalition Internationale Sida

Genève
(Suisse)
info@groupesida.ch
www.groupesantegenève.ch



Cochabamba
(Bolivie)
direccion@idhbolivia.org
www.idhbolivia.org



Quito
(Equateur)
kimirina@kimirina.org
www.kimirina.org



Kuala Lumpur
(Malaisie)
contactus@mac.org.my
mac.org.my



Port-Louis
(République de Maurice)
info@pils.mu
www.pils.mu



Bobo-Dioulasso
(Burkina Faso)
revs@fasonet.bf
www.revs.bf



Directeur de publication : **Vincent Pelletier** • Rédaction et coordination : **Florence Giard, Camille Sarret** • Avec la contribution de : **Gaëlle Tossé** • Conception graphique : **lelab.ma** • Date de publication : **Novembre 2021** • Disponible en téléchargement sur notre site internet : **www.coalitionplus.org**

Le présent document bénéficie du soutien de l'Agence française de développement. Néanmoins, les idées et les opinions présentées ne représentent pas nécessairement celles de l'AFD. Le contenu de ce rapport d'activité relève de la seule responsabilité de Coalition PLUS et ne reflète pas nécessairement les points de vue et opinions de L'Initiative et d'Expertise France.



Bureaux de Coalition PLUS

Afrique

Villa N°2466 Immeuble AF
3^e étage appartements C et D
rue DD 116, Sicap Dieupeul II
Dakar – Sénégal
Tél. : +221 33 824 28 86

Belgique

Rue des Pierres
29/010 1000 Bruxelles
Tél. : + 32 (0) 2 502 89 48

France

Tour Essor
14, rue Scandicci
93508 Pantin Cedex
Tél. : + 33 (0) 1 77 93 97 25
Fax : + 33 (0) 1 77 93 97 09

Suisse

Rue du Grand-Pré 9
1202 Genève
Tél. : + 41 (0) 22 342 40 53

Email : coalitionplus@coalitionplus.org

www.coalitionplus.org



coalitionplus